Syndicat National de la DGFIP
FORCE OUVRIERE
Section de l'Aveyron

fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr
http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/

Rodez, le 5 septembre 2017

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Deux mois après nous avoir annoncé que l'année 2018 ne serait pas concernée par des fermetures de structures, nous voilà réunis aujourd'hui pour examiner, entre autres, la fermeture de deux structures du Service Public aveyronnais. Le secteur ouest Aveyron va donc se désertifier un peu plus, et les contribuables de ce secteur se verront donc, de fait, éloignés de leur administration.

Que ce soit en lien avec la loi Notré, en ce qui concerne les réorganisations de gestion des collectivités, ou en lien avec les réformes de l'ARS (Agence Régionale de Santé) et du coup du changement de comptable en ce qui concerne la partie hospitalière, le réseau de la DGFIP se réduit, se concentre sur le chef-lieu. Alors que l'argument de la superficie est pour une fois utilisé par la direction locale, l'administration centrale impose des modifications qui sont d'ores et déjà craintes par leur application et leurs conséquences. L'antenne du SDIF de Villefranche-Decazeville ne devrait durer qu'un temps, et par les temps qui courent, cette durée de vie semble courte.

Comme on fait toujours correspondre le manque de moyens à la taille des structures, on continue d'imaginer des solutions pour paraître toujours en mesure d'assurer nos missions. Mais le mal est bien là, et la DG ne s'en cache pas, l'objectif en ce qui concerne l'accueil est de n'assurer a minima que du rendez-vous…

FODGFiP revendique l'arrêt de cette macabre évolution, de la mise à mal de son réseau et de ses agents. Ces derniers, déjà frappés par une rigueur budgétaire leur interdisant tout gain salarial, sont bien pessimistes sur leur avenir, leur devenir d'acteur local. FODGFiP demande des recrutements à hauteur des missions à accomplir, ce qui prouverait notre bonne foi envers nos partenaires pour lesquels nous assurons la gestion, et envers les contribuables qui ont besoin du conseil avisé des agents des finances face aux évolutions législatives effrénées.

Les représentants FODGFiP 12.